

Déclaration des spécialistes de l'Holocauste et des génocides sur la violence de masse en Israël et en Palestine depuis le 7 octobre

mercredi 13 décembre 2023, par [Spécialistes de l'Holocauste, des génocides et des violences de masse](#) (Date de rédaction antérieure : 9 décembre 2023).

Dans la déclaration suivante, plus de 55 spécialistes de l'Holocauste, des génocides et des violences de masse déplorent les atrocités commises contre des civil-es par le Hamas et le Djihad islamique le 7 octobre et par les forces israéliennes depuis lors. La famine, les massacres et les déplacements forcés de civil-es palestiniens-ne à Gaza se poursuivent, ce qui soulève la question du génocide, en particulier au vu des intentions exprimées par les dirigeants israéliens. Le président israélien Isaac Herzog a utilisé un langage particulièrement chargé lors d'une interview sur MSNBC il y a quelques jours, le 5 décembre : « Cette guerre n'est pas seulement une guerre entre Israël et le Hamas. C'est une guerre qui vise, vraiment, véritablement, à sauver la civilisation occidentale. Nous sommes attaqués par un réseau djihadiste, un empire du mal ... et cet empire veut conquérir tout le Moyen-Orient, et si nous n'étions pas là, l'Europe serait la prochaine, et les États-Unis suivraient ». Herzog s'appuie sur l'association faite par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu entre l'attaque d'Israël contre Gaza et le mal biblique d'Amalek, mais il la place à l'échelle moderne comme le dernier rempart contre l'apocalypse mondiale et l'effondrement de la « civilisation occidentale ». Herzog et Netanyahu sont tous deux des juifs laïques. Leur utilisation du langage et du symbolisme religieux dans ce cas reflète une dangereuse intersection, dans le cas d'Israël, entre l'État-nation moderne excluant et un projet colonial de colonisation dans un lieu imprégné d'histoires et de significations religieuses multiples. Les universitaires qui ont signé la déclaration expriment leur inquiétude face aux violences massives en cours à Gaza et aux propos incendiaires qui menacent d'aggraver la situation. Elles et ils appellent à une action urgente pour arrêter l'attaque d'Israël sur Gaza et pour travailler à un avenir qui garantira l'égalité, la liberté, la dignité et la sécurité de tous les peuples qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

Raz Segal, 9 décembre 1923



"Bombarder des enfants n'est pas de l'autodéfense" by Becker1999, Flickr.com, CC BY 2.0 DEED.

Déclaration des chercheurs en études sur l'Holocauste et les génocides sur les violences de masse

en Israël et en Palestine depuis le 7 octobre

Nous, spécialistes de l'Holocauste, du génocide et de la violence de masse, nous sentons obligé·es de mettre en garde contre le danger de génocide que représente l'attaque d'Israël contre Gaza. Nous notons également que, si l'attaque israélienne se poursuit et s'intensifie, les Palestinien·nes sous occupation militaire israélienne en Cisjordanie et à Jérusalem-Est et les citoyen·es palestinien·nes d'Israël courent également un grave danger.

Nous sommes profondément attristé·es et préoccupé·es par le massacre de plus de 1 200 Israélien·nes et travailleurs et travailleuses migrant·es par le Hamas, le Jihad islamique et d'autres organisations le 7 octobre, dont plus de 830 civil·es. Nous notons également les preuves de violences sexistes et sexuelles au cours de l'attaque, les milliers de blessé·es israélien·nes, la destruction de kibboutzim et de villes israéliennes, et l'enlèvement de plus de 240 otages dans la bande de Gaza. Ces actes constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Nous reconnaissons que la violence en Israël et en Palestine n'a pas commencé le 7 octobre. Si nous voulons essayer de comprendre le massacre du 7 octobre, nous devons le placer dans le contexte du colonialisme israélien, de la violence de l'occupation militaire israélienne contre les Palestinien·nes depuis 1967, du siège de seize ans sur la bande de Gaza depuis 2007, et de la montée au pouvoir en Israël l'année dernière d'un gouvernement composé de politiciens qui parlent fièrement de la suprématie juive et d'un nationalisme d'exclusion. Expliquer n'est pas justifier, et ce contexte n'excuse en rien la prise pour cible de civil·es israélien·nes et de travailleurs et de travailleuses migrant·es par des Palestiniens le 7 octobre.

Nous sommes également profondément attristé·es et préoccupé·es par l'attaque israélienne sur Gaza en réponse à l'attaque du Hamas. Selon un article du New York Times du 26 novembre, l'assaut israélien a causé des mort·es et des destructions à un niveau sans précédent. En deux mois, l'assaut israélien a tué plus de 16 000 Palestinien·nes (et des milliers d'autres sont enseveli·es sous les décombres) - dont près de la moitié sont des enfants et des jeunes, un enfant palestinien étant tué toutes les dix minutes en moyenne avant le cessez-le-feu - et en a blessé plus de 40 000. Si l'on considère que la population totale de Gaza s'élève à 2,3 millions d'habitant·es, le taux de mortalité est d'environ 0,7% en moins de deux mois. Le taux de civil·es tué·es lors des bombardements et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie dans les régions les plus touchées par la violence est probablement similaire, mais sur une période plus longue. Un certain nombre d'expert·es ont donc décrit l'attaque d'Israël contre Gaza comme la plus intense et la plus meurtrière de son genre depuis la Seconde Guerre mondiale, mais alors que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine a, pour de très bonnes raisons, incité les dirigeants occidentaux à soutenir les populations attaquées, ces mêmes dirigeants occidentaux soutiennent désormais la violence de l'État israélien plutôt que les Palestinien·nes attaqué·es.

Israël a également déplacé de force plus de 1,8 million de Palestinien·nes dans la bande de Gaza, tout en détruisant près de la moitié des bâtiments et en laissant la partie nord de la bande de Gaza comme un « paysage lunaire inhabitable ». En effet, l'armée israélienne a largué plus de 25 000 tonnes d'explosifs sur Gaza depuis le 7 octobre, ce qui équivaut à deux bombes d'Hiroshima, et selon Human Rights Watch, elle a déployé des bombes au phosphore blanc. Elle a systématiquement pris pour cible les hôpitaux, les écoles, les universités, les mosquées, les églises, les boulangeries et les champs agricoles. L'État a également tué de nombreuses et nombreux professionnel·es essentiel·es, dont plus de 220 travailleurs et travailleuses de la santé, plus de 100 membres du personnel des Nations unies et des dizaines de journalistes. Les déplacements forcés ont, en outre, créé dans la

partie sud de la bande de Gaza une grave surpopulation, avec un risque d'épidémie de maladies infectieuses, exacerbé par les pénuries de nourriture, d'eau potable, de carburant et de fournitures médicales, en raison des mesures de « siège total » prises par Israël depuis le 7 octobre.

L'ampleur sans précédent des destructions et des massacres indique que l'attaque israélienne contre Gaza a donné lieu à des crimes de guerre à grande échelle. Il existe également des preuves d'une « attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque », que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale définit comme un crime contre l'humanité. En outre, des dizaines de déclarations de dirigeants israéliens, de ministres du cabinet de guerre et d'officiers supérieurs de l'armée depuis le 7 octobre - c'est-à-dire de personnes ayant une autorité de commandement - suggèrent une « intention de détruire » les Palestiniens « en tant que tels », selon les termes de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide. Ces déclarations décrivent notamment tous et toutes les Palestiniens de Gaza comme responsables de l'attaque du Hamas du 7 octobre et donc comme des cibles militaires légitimes, comme l'ont exprimé le président israélien Herzog le 13 octobre et le premier ministre israélien Netanyahu lorsqu'il a invoqué, le 29 octobre, l'histoire biblique de la destruction totale d'Amalek par les Israélites, juste au moment où Israël a commencé son invasion terrestre. Le fait de considérer toute une population civile comme un ennemi marque l'histoire des génocides modernes, les génocides arménien (1915-1918) et rwandais (1994) en étant des exemples bien connus. Les déclarations contiennent également des termes déshumanisants, comme la référence du ministre israélien de la défense Yoav Gallant à des « animaux humains » lorsqu'il a proclamé le « siège total » de Gaza le 9 octobre. Le glissement entre le fait de considérer le Hamas comme des « animaux humains » et le fait de considérer tous les Palestiniens de Gaza de cette manière est évident dans ce que le coordinateur israélien des activités gouvernementales dans les territoires, le général de division Ghassan Alian, a promis aux habitant·es de Gaza le jour suivant : « Le Hamas s'est transformé en ISIS et les habitant·es de Gaza, au lieu d'être consterné·es, s'en réjouissent. Les animaux humains doivent être traités comme tels. Il n'y aura pas d'électricité ni d'eau [à Gaza], il n'y aura que de la destruction. Vous vouliez l'enfer, vous l'aurez ».

Ces déclarations d'intention doivent également être mises en relation avec l'incitation au génocide largement répandue dans les médias israéliens depuis le 7 octobre. Le journaliste israélien David Mizrahi Wertheim, par exemple, a écrit sur les médias sociaux le 7 octobre que « si tous et toutes les captifs/captives ne sont pas rendu·es immédiatement, alors transformez la bande [de Gaza] en abattoir. Si un cheveu tombe de leur tête, exécutez les prisonnier·es de la sécurité. violez toutes les normes sur le chemin de la victoire ». Il a également ajouté : « nous sommes face à des animaux humains ». Quatre jours plus tard, un autre journaliste israélien, Roy Sharon, a commenté sur les médias sociaux « que si, pour éliminer définitivement les capacités militaires du Hamas, y compris Sinwar et Deif, nous avons besoin d'un million de cadavres, alors qu'il y ait un million de cadavres ». Le langage annihilatoire apparaît désormais aussi dans les espaces publics, comme les bannières sur les ponts de Tel Aviv qui appellent à « anéantir Gaza » et expliquent que « l'image du triomphe, c'est 0 personne à Gaza ». Il existe des dizaines d'exemples d'incitation dans les médias israéliens, qui rappellent l'incitation au génocide au Rwanda alors que le génocide s'y déroulait en 1994.

Cette incitation met en évidence le grave danger auquel sont confronté·es les Palestiniens partout dans le monde sous la domination israélienne. La violence de l'armée israélienne et des colons en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, qui s'est nettement intensifiée depuis le début de l'année 2023, est entrée dans une nouvelle phase de brutalité après le 7 octobre. Seize communautés palestiniennes - plus d'un millier de personnes - ont été entièrement déplacées de force, poursuivant la politique de « nettoyage ethnique » dans la zone C qui comprend 60% de la Cisjordanie. Les soldats et les colons israéliens ont en outre tué plus de 220 Palestiniens en Cisjordanie depuis le 7 octobre, et en ont arrêté des milliers. Les violences commises à l'encontre

des Palestinien·nes comprennent également des actes de torture.

Les citoyen·es palestinien·nes d'Israël – près de 2 millions de personnes – sont également confronté·es à une attaque de l'État contre elles et eux, avec des centaines d'arrestations depuis le 7 octobre pour toute expression d'identification avec les Palestinien·nes de Gaza. Les étudiant·es, les professeur·es et le personnel palestiniens des universités israéliennes font l'objet d'intimidations généralisées et sont réduit·es au silence. Le commissaire de police israélien Kobi Shabtai a menacé d'expulser vers Gaza les Palestinien·nes israélien·nes qui s'identifient aux Palestinien·nes de Gaza. Ces développements et mesures alarmants s'appuient sur une vision des citoyen·es palestinien·nes d'Israël comme des ennemis potentiels qui remonte au régime militaire imposé aux 156 000 Palestinien·nes qui ont survécu à la Nakba et sont resté·es sur le territoire qui est devenu Israël en 1948. Cette itération du régime militaire a duré jusqu'en 1966, mais l'image des Palestinien·nes israélien·nes comme une menace a persisté. En mai 2021, alors que de nombreuses et nombreux Palestinien·nes israélien·nes sont sorti·es pour protester contre une attaque contre les Palestinien·nes de Jérusalem-Est et une autre attaque contre Gaza, la police israélienne a répondu par une répression et une violence massives, arrêtant des centaines de personnes. La situation s'est rapidement détériorée, les citoyen·es juifs/juives et palestinien·nes s'affrontant dans tout Israël – dans certains endroits, comme à Haïfa, des citoyens juifs ont attaqué des citoyen·es palestinien·nes dans la rue et sont entrés par effraction dans les maisons des citoyen·es palestiniens·ne. Aujourd'hui, Itamar Ben-Gvir, le colon d'extrême droite qui occupe le poste de ministre israélien de la sécurité nationale, a mis les Palestinien·nes israélien·nes encore plus en danger en distribuant des milliers d'armes aux civils israéliens qui ont formé des centaines d'unités d'autodéfense après le 7 octobre.

L'escalade de la violence contre les Palestinien·nes en Cisjordanie occupée et l'exclusion et la violence contre les citoyen·es palestinien·nes d'Israël sont particulièrement inquiétantes dans le contexte des appels lancés en Israël après le 7 octobre en faveur d'une « seconde Nakba ». Cette référence renvoie aux massacres et au « nettoyage ethnique » de plus de 750 000 Palestinien·nes et à la destruction de centaines de villages et de villes par les forces israéliennes lors de la guerre de 1948, date de la création d'Israël. Le langage utilisé par Ariel Kallner, membre de la Knesset (parlement israélien) et du Likoud (parti au pouvoir), dans un message posté sur les réseaux sociaux le 7 octobre, est instructif : « La Nakba est maintenant pour l'ennemi ... Maintenant, un seul objectif : Nakba ! Une Nakba qui éclipsera la Nakba de 1948. Nakba à Gaza et Nakba à quiconque ose se joindre à [elles et eux] ». Nous savons que le génocide est un processus et nous reconnaissons que le décor est ainsi planté pour une violence plus grave que la Nakba et qui ne se limite pas à Gaza.

Il est donc temps de mener une action concertée pour prévenir le génocide. Nous appelons les gouvernements à respecter leurs obligations légales en vertu de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide d'intervenir et de prévenir le génocide (article 1) en (1) mettant en œuvre un embargo sur les armes à destination d'Israël ; (2) œuvrant pour mettre fin à l'assaut militaire d'Israël contre Gaza ; (3) faisant pression sur le gouvernement israélien pour qu'il mette fin à l'attaque militaire contre la bande de Gaza ; (4) en faisant pression sur le gouvernement israélien pour qu'il mette immédiatement fin à l'intensification des violences de l'armée et des colons contre les Palestinien·nes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, qui constituent des violations manifestes du droit international ; (5) en exigeant la libération complète de toutes et tous les otages détenu·es à Gaza et de toutes et tous les Palestinien·nes emprisonné·es illégalement en Israël, sans inculpation ni jugement ; (6) demander à la Cour pénale internationale d'enquêter et de délivrer des mandats d'arrêt à l'encontre de tous les auteurs des violences de masse commises le 7 octobre et depuis lors, qu'ils soient Palestinien·nes ou Israélien·nes ; et (7) lancer un processus politique en Israël et en Palestine fondé sur un bilan honnête des violences de masse commises par Israël à l'encontre des Palestinien·nes depuis la Nakba de 1948 et sur un avenir qui garantira

l'égalité, la liberté, la dignité et la sécurité de tous les peuples qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée.

Nous appelons également les entreprises et les syndicats à s'assurer qu'ils n'aident pas et n'encouragent pas la violence de masse israélienne, mais plutôt à suivre l'exemple des travailleurs et travailleuses des syndicats de transport belges qui ont refusé à la fin du mois d'octobre de prendre en charge les vols qui expédient des armes à Israël.

Enfin, nous appelons les universitaires, les programmes, les centres et les instituts d'études sur l'Holocauste et le génocide à prendre clairement position contre la violence de masse israélienne et à nous rejoindre dans nos efforts pour y mettre un terme et empêcher qu'elle ne s'aggrave encore.

9 décembre 2023

Mohamed Adhikari, University of Cape Town

Taner Akçam, Director, Armenian Genocide Research Program, The Promise Armenian Institute, UCLA

Ayhan Aktar, Professor of Sociology (Retired), Istanbul Bilgi University

Yassin Al Haj Saleh, Syrian Writer, Berlin

Sebouh David Aslanian, Professor of History and Richard Hovannisian Endowed Chair in Modern Armenian History, UCLA

Karyn Ball, Professor of English and Film Studies, University of Alberta, Edmonton

Haim Bresheeth-Žabner, Professorial Research Associate, School of Oriental and African Studies, University of London

Cathie Carmichael, Professor Emerita, School of History, University of East Anglia

Daniele Conversi, Professor, Department of Contemporary History, University of the Basque Country

Catherine Coquio, Professeure de littérature comparée à Université Paris Cité, France

John Cox, Associate Professor of History and Global Studies and Director of the Center for Holocaust, Genocide, and Human Rights Studies, University of North Carolina, Charlotte

Martin Crook, Senior Lecturer in Sociology, University of the West of England

Ann Curthoys, Honorary Professor, School of Humanities, The University of Sydney

Sarah K. Danielsson, Professor of History, Queensborough, CUNY

John Docker, Sydney, Australia

John Duncan, affiliated with the Institute of Commonwealth Studies, School of Advanced Study, University of London

Didier Fassin, Professor at the Collège de France and the Institute for Advanced Study

Joanne Smith Finley, Reader in Chinese Studies, Newcastle University, UK

Shannon Fyfe, Assistant Professor of Philosophy, George Mason University ; Faculty Fellow, Institute for Philosophy and Public Policy

William Gallois, Professor of the Islamic Mediterranean, University of Exeter

Fatma Muge Gocek, Professor of Sociology, University of Michigan, Ann Arbor

Svenja Goltermann, Professor of Modern History, University of Zurich

Andrei Gómez-Suarez, Senior Research Fellow, Centre of Religion, Reconciliation and Peace, University of Winchester

Penny Green, Professor of Law and Globalisation and Director of the International State Crime Initiative, Queen Mary University of London

John-Paul Himka, Professor Emeritus, University of Alberta

Marianne Hirschberg, Professor, Faculty of Human Sciences, University of Kassel, Germany

Anna Holian, Associate Professor, School of Historical, Philosophical & Religious Studies, Arizona State University

Rachel Ibreck, Senior Lecturer in Politics and International Relations, Department of Politics and International Relations, Goldsmiths, University of London

Adam Jones, Professor, Political Science, University of British Columbia Okanagan

Rachel Killean, Senior Lecturer, University of Sydney Law School

Brian Klug, Hon. Fellow in Social Philosophy, Campion Hall, University of Oxford, and Hon. Fellow, Parkes Institute for the Study of Jewish/non-Jewish Relations, University of Southampton

Mark Levene, Emeritus Fellow, University of Southampton

Yosefa Loshitzky, Professorial Research Associate, School of Oriental and African Studies, University of London

Thomas MacManus, Senior Lecturer in State Crime, School of Law, Queen Mary University of London

Zachariah Mampilly, Professor, Baruch College and the Graduate Center, CUNY

Benjamin Meiches, Associate Professor of Security Studies and Conflict Resolution, University of Washington-Tacoma

Dirk Moses, Professor of International Relations, City College of New York, CUNY

Eva Nanopoulos, Senior Lecturer in Law, Queen Mary University of London

Jeffrey Ostler, Professor of History Emeritus, University of Oregon

Thomas Earl Porter, Professor of History, North Carolina A&T State University, Greensboro, NC

Colin Samson, Professor of Sociology, University of Essex

Victoria Sanford, Lehman Professor of Excellence, Lehman College and the Graduate Center, CUNY

Raz Segal, Associate Professor of Holocaust and Genocide Studies and Endowed Professor in the Study of Modern Genocide, Stockton University

Elyse Semerdjian, Robert Aram and Marianne Kaloosdian and Stephen and Marian Mugar Chair of Armenian Genocide Studies, Clark University

Martin Shaw, University of Sussex/Institut Barcelona d'Estudis Internacionals

Damien Short, Co-Director of the Human Rights Consortium and Professor of Human Rights and Environmental Justice at the School of Advanced Study, University of London

Ronald Grigor Suny, William H. Sewell, Jr. Distinguished University Professor Emeritus of History and Emeritus Professor of Political Science, University of Michigan

Adam Sutcliffe, Professor of European History, King's College London

Barry Trachtenberg, Rubin Presidential Chair of Jewish History, Wake Forest University

Enzo Traverso, Professor in the Humanities, Cornell University

Jeremy Varon, Professor of History, The New School, New York

Johanna Ray Vollhardt, Associate Professor of Psychology, Clark University

Pauline Wakeham, Associate Professor, Department of English, Western University (Canada)

Keith David Watenpaugh, Professor and Director, Human Rights Studies, University of California, Davis

Andrew Woolford, Professor of Sociology and Criminology, University of Manitoba

Ran Zwigenberg, Associate Professor of Asian Studies, History, and Jewish Studies, Pennsylvania State University

P.-S.

- Entre les lignes entre les mots. 2023/12/13 :
<https://entrelignesentrelismots.wordpress.com/2023/12/13/declaration-des-specialistes-de-lholocauste-et-des-genocides-sur-la-violence-de-masse-en-israel-et-en-palestine-depuis-le-7-octobre/>
- Traduit avec DeepL.com (version gratuite).
- Le texte original comprend de nombreux liens intégrés renvoyant à de multiples sources. Il est disponible sur ESSF.

Source :

<https://contendingmodernities.nd.edu/global-currents/statement-of-scholars-7-october/>

Texte précédemment mis en ligne le 12 décembre 2023 avec d'autres textes

<https://entrelignesentrelismots.wordpress.com/2023/12/12/les-palestiniens-racontent-les-mauvais-traitements-subis-en-prison-autres-textes/>

- Raz Segal est professeur agrégé d'études sur l'Holocauste et les génocides et titulaire d'une chaire sur l'étude des génocides modernes à l'université de Stockton. Le Dr. Segal a été titulaire d'une bourse Harry Frank Guggenheim, d'une bourse Fulbright et a récemment été Senior Fellow à l'Institut Wiesenthal de Vienne pour les études sur l'Holocauste (mars-juillet 2023). Il a notamment publié *Genocide in the Carpathians : War, Social Breakdown, and Mass Violence, 1914-1945* (2016) ; *Days of Ruin : The Jews of Munkács during the Holocaust* (2013) ; et il a été rédacteur en chef invité du numéro spécial en hébreu sur *Genocide : Mass Violence and Cultural Erasure* de *Zmanim : A Historical Quarterly* (2018). Outre ses publications scientifiques, M. Segal a publié des articles d'opinion, des critiques de livres et des articles plus importants sur le génocide, la violence d'État et la politique de la mémoire en hébreu, en anglais et en allemand dans *The Guardian*, *LA Times*, *The Nation*, *Jewish Currents*, *Haaretz*, *+972 Magazine* et *Berliner Zeitung*, et il est apparu sur *Democracy Now !* et *ABC News*.